

Voir un psy sur son propre divan, une idée pour soutenir les aînés

SANTÉ • A Genève, les psychothérapeutes d'Ecoutadom se rendent dans le salon des seniors. Une solution adaptée aux problèmes de mobilité.



Le divan du psy peut aussi être celui de son salon. La psychothérapie à domicile pour les personnes âgées est proposée à Genève. KEYSTONE

SARA SAHLI
Un bureau, un tapis d'Orient, sans oublier le fameux divan du psychanalyste. Le cabinet genevois ne diffère pas d'autres lieux où l'on soigne habituellement les blessures de l'âme. Sa particularité se situe en dehors de ses murs. Les psychothérapeutes Jean-Christophe Bétrisey et Isabelle Uny continuent d'y recevoir des patients, mais depuis quelques mois, ils n'y exercent plus la totalité de leur pratique. «Nous avons commencé à faire de la psychothérapie de terrain», décrit le praticien. Sous la bannière d'Ecoutadom, une structure lancée en automne 2015, les associés se rendent au domicile de leurs patients du troisième âge.

se trouver une place dans la société», constatent les deux praticiens. Installés depuis des années dans la cité de Calvin, l'idée mûrissait depuis quelques années déjà dans l'esprit des deux psychanalystes. «Cela faisait longtemps qu'on voulait offrir quelque chose d'adapté aux besoins de cet âge.»

«L'offre de soins à domicile s'est considérablement élargie»

ISABELLE UNY

Si le sentiment de perte lié au manque de mobilité est un motif courant de consultation, celui-ci empêche souvent les aînés de consulter... «Nous essayons de prévenir en insufflant un mouvement dans leur vie. Mais le premier pas est très difficile. Se déplacer pour consulter un psychologue et commencer une psychothérapie constitue un obstacle», explique Isabelle Uny.

Malheureusement, trop souvent la prise en charge intervient

lors de crises. «Les patients se font interner en institution psychiatrique, mais ont rarement accès à un suivi avant d'en arriver là. Ce qui manque actuellement, c'est un aspect préventif», ajoute Jean-Christophe Bétrisey.

Le spécialiste en psychothérapie exerce en moyenne cinq fois par jour en dehors du cabinet. «Une expérience différente», décrit-il.

Intimité dévoilée

Car ouvrir sa porte, c'est aussi dévoiler son intimité, relèvent les fondateurs d'Ecoutadom. «L'environnement informe aussi sur la personne. Il y a les photos exposées dans le salon, la décoration. Nos patients en ont bien sûr conscience et sont parfois plus réticents à l'idée de recevoir un psychologue dans leur salon. Mais la confiance s'installe rapidement et ces visites deviennent rapidement une routine», raconte Jean-Christophe Bétrisey.

«Nous ne sommes pas là pour juger ou faire un rapport sur l'état de salubrité du lieu. Nous sommes là pour accompagner, en discuter si nécessaire. Nous

sommes dans un rapport de confiance. On est dans l'intimité de la personne, oui, mais sans être intrusif», précise sa collègue.

Dernier lieu de vie

Le rapport à son chez-soi est d'autant plus important que l'âge avance. Pour beaucoup d'aînés, l'attachement est marqué, «parce qu'il s'agit pour eux de leur dernier lieu de vie. Le quitter pour une hospitalisation représente une angoisse. La peur de ne pas revenir est très présente. Beaucoup redoutent de se retrouver en EMS», raconte Isabelle Uny, qui a eu l'occasion de pratiquer dans ces institutions.

Séjourner le plus longtemps possible à son domicile représente un souhait de la part des seniors, mais il s'agit aussi d'un enjeu de santé publique, notent les fondateurs d'Ecoutadom. Ils espèrent que le modèle de leur structure fera des émules ailleurs en Suisse romande. «L'offre de soins à domicile s'est considérablement élargie ces dernières années. Mais il y a encore beaucoup à faire du côté du suivi psychothérapeutique.» ARPRESSE

> www.ecoutadom.ch

RTS

Les magazines religieux sauvés malgré les coupes

PASCAL FLEURY

La pétition «Soutenons RTSreligion», demandant le maintien des magazines religieux de la RTS, a porté ses fruits. Dans un communiqué diffusé hier, les directions de Cath-Info et Médias-Pro saluent la volonté de la RTS de maintenir une rédaction et des magazines spécialisés autour du fait religieux.

En novembre dernier, la RTS avait annoncé que, contrainte de réduire son budget, elle diminuerait de 40%, dès 2017, l'enveloppe allouée pour les émissions d'information sur les religions. Cette «décapitation», selon l'expression des principaux concernés, a généré aussitôt une vague d'indignation sans précédent dans différents milieux, y compris politiques: 25 000 signatures ont été récoltées en quelques semaines pour le maintien d'une activité religieuse au cœur de la mission de service public.

Face à pareille mobilisation, la RTS a fait part à ses partenaires catholiques et protestants de sa volonté de maintenir une redac-

tion spécialisée, des magazines radio/TV dédiés ainsi que d'autres formes de traitement du fait religieux, encore à élaborer.

Des coupes budgétaires ne pouvant toutefois pas être évitées, les directions de Cath-Info et Médias-Pro font une contre-proposition. Elles se disent prêtes à supprimer plusieurs messes et cultes télédiffusés et à travailler avec un budget réduit de plus d'un demi-million de francs, soit 20% de budget en moins. Produisant déjà les magazines «les moins coûteux du service public», elles estiment qu'aller au-delà ne leur permettrait pas de travailler avec la qualité que le public est en droit d'attendre de la RTS.

Les deux partenaires religieux acceptent en outre l'invitation de la RTS de participer à un groupe de travail pour redéfinir les programmes de RTSreligion à l'horizon 2017. Une offre qui, espèrent-ils, restera au «service de tous les publics, dans un esprit œcuménique et une large ouverture interreligieuse». I

EN BREF

DEUXIÈME TUBE AU GOTHARD Recours déposés contre le texte

La votation sur l'assainissement du tunnel du Gothard doit être stoppée. C'est ce qu'exigent plusieurs citoyens via des recours. Ils estiment que la question est posée de manière confuse et induit en erreur. Dans le scrutin du 28 février, il en va de la construction d'un second tunnel routier, dit Ernst Dittli, président de la section uranaise du WWF. Dans son recours, il exige que la votation soit suspendue ou que son résultat soit déclaré non valable, a-t-il expliqué hier, confirmant une information du «SonntagsBlick». La question qui figure sur le bulletin de vote mentionne uniquement «Modification de la loi fédérale sur le transit routier dans la région alpine», et entre parenthèses «Réfection du tunnel routier du Gothard», critique Ernst Dittli. ATS

DÉCÈS PAS ANNONCÉ Un veuf dupe la ville de Berne

Un homme de 64 ans comparait depuis hier devant la justice pour n'avoir informé ni la caisse de pension ni les services sociaux de la ville de Berne du décès de sa femme. Selon l'accusation, le prévenu aurait ainsi indûment touché plus de 200 000 francs. ATS

CIMETIÈRES BERNOIS Un espace pour les musulmans

Le canton de Berne recommande aux communes de réserver un secteur de leurs cimetières à des sépultures musulmanes. Il les engage à enterrer les défunts de cette confession avec le visage tourné vers La Mecque et à renoncer à tout symbole chrétien, comme les croix. La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques a adressé ces recommandations aux communes concernant les inhumations selon les rites musulmans. ATS

VIOLENCE SCOLAIRE

Genève s'attaque au cyberharcèlement à l'école



Anne Emery-Torracinta veut renforcer la lutte contre le cyberharcèlement. KEYSTONE

Le canton de Genève veut briser le silence qui entoure encore trop souvent les faits de cyberharcèlement entre élèves. Le Département de l'instruction publique (DIP) a annoncé hier l'ouverture d'une page web qui offre des conseils aux jeunes et à leurs parents.

Le cyberharcèlement entre élèves est la forme de violence scolaire la plus répandue, rappelle le DIP. Environ 6% des élèves interrogés lors d'une enquête menée, en 2012, au cycle d'orientation et dans les établissements de l'enseignement secondaire avaient déclaré avoir été victimes de harcèlement ou de cyberharcèlement.

Ce harcèlement a un effet sur le jeune qui en est victime. Il peut conduire au décrochage scolaire, a souligné la conseillère d'Etat socialiste Anne Emery-Torracinta. La lutte contre ce fléau est donc considérée à Genève comme un «enjeu éducatif majeur». L'école doit être un lieu de respect qui permette à chacun de développer sa personnalité.

Le canton de Genève travaille depuis plusieurs années pour diminuer le cyberharcèlement. Les écoles assurent la gestion des cas concrets sur le terrain et certains établissements ont mis en œuvre des projets adaptés à leur réalité locale,

impliquant les parents, les élèves et les professionnels.

Le DIP veut aller plus loin dans sa lutte contre le cyberharcèlement, en ouvrant une page web qui offre des conseils aux élèves et aux parents. Les jeunes sont appelés à parler de ces problèmes à un adulte de confiance, alors que les parents sont sensibilisés aux comportements d'un enfant victime de harcèlement.

La démarche genevoise n'est pas isolée. Dans le canton de Fribourg, les classes des cycles d'orientation sont sensibilisées au cyberharcèlement par des spectacles de théâtre. ATS/LIB

PUBLICITÉ



Michel Volet
Président du conseil d'administration du HC Fribourg-Gottéron

«Le Tessin et son hockey ne peuvent être coupés du reste de la Suisse. Nous jouons en ligue nationale et devons pouvoir nous rendre aux matchs sans problèmes. Pour cela, il faut rénover intelligemment le Gothard en construisant un 2^e tube.»

tunnel-du-gothard-oui.ch tunnel du gothard oui
Comité Interpartis «Tunnel du Gothard OUI» • 3001 Berne